

Swisscom s'oriente vers une privatisation totale

D'après les informations de la

Télévision Suisse Romande, le conseil fédéral a renouvelé son inquiétude : « quant à la conservation d'une minorité de blocage. » Le Conseil fédéral estime donc que la vente de l'ensemble des actions de la Confédération dans l'opérateur historique est la solution la plus adéquate. Rappelons que le gouvernement est l'actionnaire majoritaire de l'opérateur avec 62,45% du capital. Ce n'est pas une surprise. Depuis plusieurs mois déjà, certains conseillers fédéraux estiment que Berne ne doit pas être actionnaire d'entreprises privées. Comparée à ce que rapporterait la vente de la part de l'Etat, une minorité de blocage serait clairement la solution la moins favorable, précise le Département fédéral des finances dans un communiqué. Cette solution n'octroierait pas une indépendance totale à Swisscom et continuerait en outre à représenter un risque pour la Confédération. Le Département des finances entend augmenter la marge de manœuvre de Swisscom « qui a besoin de liberté d'action pour s'affirmer sur le marché dynamique des télécommunications ». « C'est la seule façon pour Swisscom de compenser le recul probable de ses ventes dans ses activités helvétiques et de préserver des postes de travail intéressants en Suisse », explique-t-il à Reuters. Pour ce faire, l'ancien monopole devrait toutefois encourir des risques économiques et financiers que la Confédération ne peut supporter, ajoute-t-il. Cette privatisation totale de Swisscom va certainement susciter la convoitise des grands opérateurs européens comme France Télécom et Vodafone. Affaire à suivre.